

Session de dialogue interburundais fin novembre à Arusha

@rib News, 20/11/2017 â€“ Source AFP Une session de dialogue, réunissant le gouvernement et l'opposition du Burundi, devrait se tenir du 27 novembre au 8 décembre à Arusha dans le nord de la Tanzanie, a indiqué lundi au Conseil de sécurité l'envoyé spécial de l'ONU pour ce pays, Michel Kafando. Cette rencontre devrait réunir "les représentants du gouvernement et toutes les autres parties prenantes burundaises, y compris l'opposition en exil", a-t-il dit.

"Nous avons été informés que le Cnared (une plateforme regroupant la quasi-totalité de l'opposition burundaise) ne serait pas prêt à y participer", a-t-il toutefois ajouté. "Un sommet des chefs d'Etats de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'est serait prévu en janvier qui, entre autres, aurait à évaluer les conclusions de ces assises", a précisé Michel Kafando. "Les autorités burundaises s'attendent à la préparation des prochaines élections, bien que la question du dialogue inclusif n'ait pas encore trouvé une juste solution", a-t-il relevé. Fin octobre, le gouvernement burundais a adopté un projet de révision de la Constitution qui pourrait permettre au président Pierre Nkurunziza de briguer dès 2020 deux nouveaux mandats de sept ans, et d'affermir ainsi encore plus son emprise sur le pays. Cette révision, refusée par le Cnared, changerait en profondeur la Constitution issue d'un accord de paix signé en 2000 à Arusha, qui avait ouvert la voie à la fin de la guerre civile (plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006). Michel Kafando a enfin souligné que les relations ONU-Burundi "semblaient aller dans le bon sens" même si "le gouvernement n'a pas encore concrètement satisfait sa décision de coopérer pleinement avec le Conseil des droits de l'Homme et le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés". Le Burundi a récemment dénoncé la décision en octobre de la Cour pénale internationale d'autoriser une enquête sur des crimes contre l'humanité présumés dans le pays, rejetant toute coopération avec cette juridiction. En juillet 2016, le Conseil de sécurité avait adopté une résolution prévoyant l'envoi de quelque 200 policiers internationaux au Burundi. Faute d'accord du gouvernement, cette initiative n'a pas eu de suite. Le Burundi est en crise depuis que Pierre Nkurunziza a annoncé en 2015 sa candidature à un troisième mandat, obtenu après une élection boycottée par l'opposition. Les violences auraient engendré au moins 1.200 morts, la détention illégale de milliers de personnes et la torture de milliers d'autres, des centaines de disparitions ainsi que le déplacement de plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon l'ONU.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});